

DANGER : PROJECTIONS !

Rares sont les réflexions sur l'avenir qui ne reposent pas, d'une manière ou d'une autre, sur les perspectives de population et surprenante est la confiance, à mon sens excessive, accordée aux projections démographiques et, plus encore, à la seule variante médiane de ces projections, qu'elles soient élaborées au niveau mondial, à celui des régions ou des pays.

Certes, les inerties dans ce domaine sont grandes. Mais force est de constater d'une part que la situation démographique, même en France, n'est pas aussi bien connue qu'on l'imagine, ensuite que les tendances observées dans le passé — pour autant qu'elles soient correctement appréhendées — ne permettent en rien de préjuger de l'avenir.

La simple connaissance de la taille de la population, en l'absence de registres parfaitement actualisés, implique que des recensements de qualité soient régulièrement effectués, mais l'expérience révèle que cela n'est pas si simple. En témoignent les controverses suscitées par le recensement de la population française réalisé en 1999, auquel auraient échappé de l'ordre d'un million de personnes ; a fortiori, celles qui portent sur la fiabilité des nouvelles méthodes adoptées pour effectuer les enquêtes annuelles du recensement dit rénové. Nous ne sommes

pas, en France, dans la situation d'un pays comme la Belgique qui jouit de l'heureuse réputation de disposer de registres de population par communes en permanence tenus à jour.

Ensuite vient la question de l'évolution démographique à venir, déterminée, comme l'on sait, par trois facteurs : les naissances, les décès et les flux migratoires, variables pour lesquelles les auteurs des projections élaborent des hypothèses plus ou moins contrastées que je m'obstine à considérer comme fort discutables.

Le problème majeur réside dans le fait qu'à supposer même que l'on connaisse bien les évolutions passées, rien ne permet de préjuger qu'elles se poursuivront au même rythme et dans le même sens. Méfions-nous des extrapolations simplistes ! Il faut nous interroger sur les facteurs qui peuvent jouer un rôle frein ou moteur vis-à-vis notamment de la fécondité et de la mortalité aux différents âges. Quelle influence, par exemple, pourraient avoir sur ces variables la proportion de travailleurs pauvres, les difficultés d'accès au logement, les anticipations des jeunes sur la société de demain, les pollutions et les nuisances, le coût lié aux problèmes de dépendance due au grand âge, sa prise en charge ou non par la collectivité nationale, au prix du reste de quels arbitrages ?

Il y a encore beaucoup à faire pour que les hypothèses retenues dans les projections soient davantage étayées, y compris en l'occurrence par une prospective appliquée aux naissances et aux décès. Ceci constitue un vrai enjeu dès lors que les projections — et il en va de même de toutes les projections, y compris des projections macro-économiques — ne valent que ce que valent les hypothèses d'entrée. La prospective, en l'espèce, doit précéder l'exercice de projection.

Une réflexion de même nature s'impose a fortiori sur les hypothèses encore plus arbitraires adoptées sur les flux migratoires (volume, structure par sexe et par âge), qu'ils soient internationaux ou internes aux pays, et qui, à moyen terme (10-20 ans), sont de nature à avoir un impact non négligeable, plus particulièrement au niveau local, sur les effectifs et la composition de la population.

Les flux migratoires internes à nos pays, par exemple en France, ne sont guère mieux appréhendés que les flux internationaux. Tout le monde est relativement au fait de l'attirance qu'exerce le Sud vis-à-vis des personnes âgées et de l'existence de ce que les démographes appellent la « diagonale du vide ». On sait également quelles ont été les tendances passées de l'urbanisation et de la littoralisation des populations, mais ce n'est pas une raison suffisante pour les extrapoler.

Quant aux flux migratoires internationaux, c'est hélas un sujet tabou, hormis parmi les gens qui régulièrement agitent l'épouvantail d'une véritable invasion des pays riches (et vieillissants) par les populations jeunes et affamées du Sud. Il serait, à mon sens, urgent que l'on puisse travailler sérieu-

sement sur ce sujet, explorer le spectre des futurs possibles et ce que les différents pays peuvent estimer souhaitable. Cela ne signifie évidemment pas que, par voie de conséquence, ces flux pourront être maîtrisés, d'autant que les pays émetteurs et récepteurs n'auront pas nécessairement les mêmes intérêts.

Au demeurant, raisonner sur un solde migratoire, donc la balance nette entre les entrées et les sorties, ne saurait suffire. Une des questions majeures est, en effet, de savoir qui entre et qui sort en termes d'âge, de sexe, de niveau d'éducation, de qualification, sinon de langue et de culture, toutes choses qui peuvent être importantes au regard de la dynamique d'intégration, de l'accès à l'emploi, des besoins en logements, de la déperdition ou du gain en potentiel humain.

Les hypothèses sur l'ampleur et la nature des flux migratoires sont, peut-être, encore plus arbitraires et contestables que celles qui portent sur la fécondité et la mortalité futures. J'estime par conséquent que nous avons tort d'accorder une trop grande confiance aux projections démographiques, a fortiori à la seule variante médiane de ces projections, qui ne fait qu'extrapoler les tendances du moment.

Les marges d'erreur restent relativement importantes, y compris à l'horizon de 10-20 ans, sur les effectifs de population, a fortiori sur le nombre et la composition des ménages, ceci rejaillissant, par exemple, sur la demande de logements ; le marché de l'immobilier jouant sans nul doute également un rôle non négligeable, par exemple, sur l'émancipation des jeunes et leurs comportements de fécondité.

Hugues de Jouvenel